

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE MATERIEL
ENTRE
LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE
ET
LA COMMUNE DE GRASSE**

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège se trouve 57 avenue Pierre Séward 06130 GRASSE et représentée par son premier vice-président en exercice, Monsieur Jean-Marc DELIA, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, habilité à signer la présente en vertu d'une décision du Conseil communautaire n° DL2023_XXX prise en date du 09/02/2023 visée en préfecture de Nice le xx/xx/2023.

Dénommée ci-après, « **La CAPG** »,

ET :

La Commune de GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 210 600 698 00018, dont le siège se situe Place du Petit Puy 06130 GRASSE et représentée par son Maire en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, à signer la présente en vertu d'une décision du Conseil municipal n°XXX prise en date du xx/xx/2023 visée en préfecture de Nice le xx/xx/2023.

Dénommée ci-après, « **La COMMUNE** »,

Ci-après désignés ensemble « **les parties** »

Vu l'article L5216-5 du Code général des collectivités territoriales qui précise le champ de compétence de plein droit des communautés d'agglomération, notamment en matière de développement économique ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 novembre 2019 portant modifications des statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n°2015_197 du 18 décembre 2015 par laquelle le Conseil de communauté approuve la définition de l'intérêt communautaire ;

Considérant que la présente mise à disposition s'exécute dans le cadre d'une démarche d'harmonisation et de mutualisation des outils de travail entre la CAPG et la Commune de Grasse.

PREAMBULE

La direction du développement économique conçoit et anime des projets économiques à l'échelle locale afin de stimuler le territoire en vue de contribuer à son attractivité et faciliter l'activités des entreprises qui y sont installées. Les actions conduites en ce sens reposent principalement sur l'accompagnement des acteurs économiques désireux de s'implanter ou de se développer en Pays de Grasse. La direction a également un rôle prospectif afin de comprendre et d'anticiper les mutations économiques dans le but d'accompagner les évolutions du territoire en matières socio-économiques.

La mise en œuvre de la stratégie territoriale d'attractivité et de développement repose sur plusieurs axes : capitaliser sur la reconnaissance mondiale du Pays de Grasse en associant et en valorisant les acteurs économiques ; renforcer son expertise, par la recherche et l'innovation, par sa capacité à créer des partenariats forts avec les établissements académiques, scientifiques et techniques ; créer les conditions d'accueil nécessaires pour faciliter l'implantation et le développement de nouveaux acteurs.

C'est en lien avec ces objectifs que la direction a structuré une offre d'accompagnement et d'hébergement allant de l'incubation à l'industrialisation avec les services proposés par : InnovaGrasse (pépinière d'entreprises innovantes) ; GrasseBIOTECH (Hôtel d'entreprises scientifique) ; et Grasse Entreprises (Parc d'activités). Ainsi, la direction joue le rôle de guichet unique auprès des entreprises et constitue une interface entre les entreprises, les différents services communautaires et les partenaires économiques susceptibles de rentrer en contact avec elles.

Dans l'exercice de ces missions, l'enjeu principal est donc d'accompagner et de conseiller individuellement et collectivement les acteurs économiques afin de contribuer à la bonne conduite de leurs activités, qu'elles soient en lien avec la croissance (financement, recrutement, partenariats stratégiques, innovation, etc.) ou des projets structurels (aménagement, construction, agrandissement, changement de destination etc.).

Ceci implique la collecte, la saisie et le traitement de données micro et macroéconomiques de qualité sur les entreprises du territoire par voie sémantique, statistique, cartographique et couplée de façon à pouvoir analyser, orienter et construire la stratégie ainsi que le plan d'actions qui sera décliné.

Par conséquent, la direction s'est dotée d'un outil d'intelligence économique permettant d'assurer les missions d'observations économique et prestations associées (informations et animations économiques, gestion clients, etc.). Par une meilleure connaissance du territoire, cet outil permet d'améliorer l'efficacité de l'action vis-à-vis des entreprises et partenaires économiques (institutionnels, privés et associatifs) et facilite les comptes-rendus d'activité auprès des élus communautaires.

Cette solution globale et évolutive proposée par « Economie et Territoire » donne accès au fil de l'eau à toutes les caractéristiques de consultations et traitements envisagés (annuaire d'entreprises, foncier/immobilier économique, veille et accompagnement des entreprises qui permet de gérer leurs demandes et les offres correspondantes en matières d'aides publiques, emploi, etc.) via un CRM intégrant gestion de contacts, gestion et suivi des accompagnements, partage des dossiers entre utilisateurs et suivi de l'activité.

C'est dans ce cadre que la Commune de Grasse a sollicité auprès de la CAPG la mise à disposition de cet outil d'intelligence économique. Ainsi, dans une démarche d'harmonisation et de mutualisation des outils de travail, la CAPG a accepté cette mise à disposition.

C'est pourquoi, il convient de conclure une convention afin de définir les modalités de la mise à disposition de l'application web d'intelligence économique et prestations associées.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités de la mise à disposition de l'outil d'intelligence économique et des moyens informatiques nécessaires à son fonctionnement.

ARTICLE 2 : Désignation de l'outil

La CAPG a désigné l'application web « Atelier économique » fournie par « Economie et Territoire ».

ARTICLE 3 : Engagements des parties

La CAPG s'engage à :

Mettre à disposition de la Commune l'application web d'intelligence économique et prestations associées ;

Associer la Commune à la circulation des informations transmises par la CAPG utiles au fonctionnement de l'application web ;

Respecter la confidentialité des données vis-à-vis de l'ensemble des membres de la CAPG ;

Informar la Commune de toute difficulté née au cours du fonctionnement de l'application web et en assurer le suivi ;

Garantir l'utilisation et le déploiement de l'application web en lien avec les prestations associées permettant de répondre aux objectifs suivants :

- *Centralisation des données économiques dans un outil unique ;
- *Amélioration de la connaissance « entreprises » ;
- *Uniformisation des pratiques concernant le suivi et la gestion des « clients » et « prospects » ;
- *Historisation des échanges et vision 360° degrés de l'activité ;
- *Automatisation du suivi de l'activité avec la consolidation de rapports ;
- *Pilotage en temps réel de l'activité ;
- *Qualité des rapports et statistiques ;
- *Rapports personnalisés et simples ;
- *Accroître/fluidifier la communication qualitative et quantitative entre les services sur les actions réalisées et sur l'ensemble des informations économiques ;
- *Structuration de l'outil pour le renforcement de l'attractivité territoriale : prospection, suivi des affaires, relance ;
- *Aide à la prise de décision pour la Direction générale et les Elus ;
- *Automatisation de campagnes de communication de type email, Sms ou autres canaux avec segmentation de la base de données, envois, suivi des retours ;
- *Amélioration du temps de traitement des échanges et des délais de réponse ;
- *Gestion multi-canal (pôles) des demandes entrantes ;
- *Répondre efficacement aux demandes « clients » ;
- *Gestion ou suivi de la facturation : création automatique de factures ou intégration avec un outil comptable (option).

Cet outil permettra un accès illimité aux données et en nombre d'utilisateurs. Ces données seront qualitatives et pourront être partagée de façon sécurisée. Elles pourront être exploitées par la génération de rapports et d'états suivant les demandes et les besoins.

Cette solution de travail est accessible en tous lieux et en tout temps à partir d'un navigateur WEB de manière sécurisée. Elle est également en conformité avec le Règlement Général de Protection des Données, la propriété intellectuelle et le droit d'auteur.

La Commune s'engage à :

Prendre en charge sur son budget propre, une partie du coût de l'application web permettant de couvrir ses besoins en intelligence économique ;

Gérer ses paramétrages et contrôler ses saisies de données.

ARTICLE 4 : Modalités financières

La mise à disposition de l'application web est consentie à titre payant et fera l'objet d'une participation financière de la Commune dont le montant est fixé à 9 168 € par an.

ARTICLE 5 : Prise d'effet

La présente convention prendra effet à compter de la signature de la présente convention.

ARTICLE 6 : Durée et renouvellement

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans à compter de sa date de signature.

La durée pourra être renouvelée tacitement pour une nouvelle durée d'une année dans la limite de quatre années maximum.

Son renouvellement s'effectuera à l'issue de cette période, sauf dénonciation expresse adressée trois mois à l'avance, par l'une des parties par lettre recommandée avec avis de réception.

ARTICLE 7 : Modification de la convention

Toutes modifications des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définies d'un commun accord entre les parties, donnera lieu à l'établissement d'un avenant.

ARTICLE 8 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect des dispositions de la présente convention par l'une des parties ou pour des motifs d'intérêt général, la convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de 6 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception.

La Commune pourra résilier unilatéralement la présente convention à tout moment à l'expiration d'un délai de 6 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception afin de se doter du logiciel de son choix dont les frais resteront à sa charge.

En cas de cessation de la fourniture de l'application web « Atelier économique » fournie par « Economie et Territoire », la CAPG s'engage à fournir dans le délai de 3 mois un outil présentant des caractéristiques similaires.

ARTICLE 9 : Litiges

En cas de différents sur l'interprétation ou l'exécution des présents, chaque partie s'efforcera de trouver de bonne foi un accord. A défaut, les litiges seront portés devant les juridictions compétentes.

La présente convention est établie en deux exemplaires.

Fait à Grasse, le xx/xx/2023

**Pour la communauté d'Agglomération
du Pays de Grasse**

Le premier vice-président,

Jean-Marc DELIA

Pour la Commune de Grasse

Le Maire,

Jérôme VIAUD